TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Mauricie et Centre-du-Québec

Dossier : 1042139-71-2009
(CM-2020-4332)

Dossier accréditation : AM-2000-8629

Montréal, le 25 novembre 2020

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : France Giroux

Municipalité de Wickham
Employeur

et

Syndicat des employées et employés municipaux du Québec (CSQ)
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail¹ (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

¹ RLRQ, c. C-27.

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Toutes les salariées et tous les salariés au sens du Code du travail, à l'exclusion des brigadières et brigadiers scolaires, des animatrices et animateurs de camps de jours et des pompières et pompiers volontaires. »

De : **Municipalité de Wickham**
893, rue Moreau
Wickham (Québec) J0C 1S0

Établissements visés:

Tous les établissements;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

France Giroux

M. David Mercier
Pour l'association accréditée

FG/sc